

## Les usagers ont du mal à obtenir les informations de gestion

Yves Jardin, militant au Comité pour la défense de l'hôpital de Douarnenez  
Parole du 6 mai 2021, mise en texte par Christine

Je n'hésite pas à foncer quand il le faut. Par exemple, au début de la bagarre pour sauver le service de chirurgie, nous avons appris qu'il se tenait une réunion avec un responsable de l'ARS, l'Agence Régionale de Santé, et le directeur de l'hôpital de Douarnenez. Je suis arrivé devant la porte, je l'ai ouverte, et tout le monde est entré derrière moi. Nous étions une trentaine. Nous avons retenu le responsable de l'ARS pendant quelques heures. Je crois qu'il ne l'a pas trop mal pris, et que d'une certaine façon il a compris.

Avec le Comité de défense de l'hôpital de Douarnenez, nous avons lutté pendant plusieurs mois, en 2015-2016, pour défendre ce service de chirurgie. Nous avons réussi à faire une union assez large. La première manifestation a réuni plus de trois-mille personnes, ce qui n'est pas rien pour une ville comme Douarnenez. Ce jour-là, même si je n'étais pas tranquille pour l'avenir de la chirurgie, je suis rentré chez moi en me disant que je m'étais bien battu.

Nous sommes aussi allés au Ministère à Paris. Des médecins ont aussi participé à la lutte, surtout les praticiens hospitaliers et quelques spécialistes de ville qui ont besoin d'un bloc opératoire. Je me souviens des discussions que nous avons eues avec le directeur de l'ARS à Rennes. Il n'a pas cédé, au prétexte que l'on manquait d'anesthésistes. Nous avons tout juste réussi à garder quelques vacances pour des coloscopies ou des poses de pacemaker. Les malades doivent maintenant aller à Quimper, à l'hôpital public ou dans les cliniques privées. Je crains toujours que le privé, même s'il est mutualiste ou associatif, ne soit une sorte de cheval de Troie pour supprimer les services publics, notamment les urgences. D'autant plus depuis le nouveau forfait à payer par les personnes qui viennent aux urgences sans être hospitalisées ensuite. J'ai beau chercher, je n'arrive pas à trouver quelles aides et quels montants ces établissements privés reçoivent de l'ARS. Ces sommes sont réparties dans tellement de budgets différents qu'il est très difficile d'en faire une synthèse.

Au Comité, nous sommes très vigilants sur ces questions de privatisation. Ce n'est pas seulement la mise en concurrence des établissements, il y a aussi de la privatisation par l'intérieur. C'est le cas avec Happytal, une société de conciergerie, privée, implantée dans les locaux de l'hôpital public. Ils ont répondu à un appel d'offres, lancé par un groupement d'achat des hôpitaux et maintenant, par exemple, ce sont eux qui gèrent les chambres individuelles. Je ne participe pas au Conseil de Surveillance qui en a discuté. A chaque fois qu'un poste a été vacant, au Conseil de Surveillance ou à la Commission des Usagers de l'hôpital, je me suis porté candidat, mais en vain. En échangeant avec les copains de [la Coordination nationale pour la défense des hôpitaux et maternités de proximité](#), je vois bien que les ARS ne retiennent pas nos candidatures. Elles privilégient d'autres associations. Néanmoins, je compte bien demander un bilan au bout d'un an, ne serait-ce que sur les aspects financiers.

J'en parlerai aussi avec la section CGT de l'hôpital. Nous agissons souvent avec eux, à Douarnenez et à l'EHPAD d'Audierne. Je dois parfois les rappeler pour savoir où ils en sont. Les usagers ne sont pas forcément leur première préoccupation. Hier, la secrétaire de la section m'a informé qu'ils organisaient, jeudi prochain, un « bureau d'embauche » devant l'hôpital. Nous irons sur place les soutenir

Je viens d'envoyer un communiqué de presse à Ouest-France et Télégramme. Il risque de ne pas être publié. Alors qu'il permet, sans faire l'information locale à la place des organisateurs, de leur apporter notre soutien et d'informer la population.

Nous avons toujours fait des communiqués de presse depuis la création du Comité de Douarnenez. C'était en 2002, dans la suite de la bagarre pour empêcher la fermeture de la maternité. Nous avons participé aux manifestations de Douarnenez, et aussi là où d'autres maternités étaient menacées, comme à Paimpol, Luçon, Hennebont ou Loudéac. Quand la Coordination nationale a été créée, en 2004, nous avons participé à des manifestations organisées par d'autres comités, qui pouvaient apprécier, entre autres, de nous voir arriver avec la banderole unitaire de la Coordination nationale. A l'époque, j'étais professeur d'histoire-géographie au lycée. Depuis que je suis en inactivité, j'ai davantage de temps à consacrer au Comité. C'est aussi pour cela que j'en suis devenu le président.

En vingt ans, j'ai vu s'aggraver notre désertification médicale. Nous avons donc commencé à travailler sur un projet de Centre de Santé. Nous avons organisé en 2019 une réunion publique d'information avec une équipe qui travaille sur un projet à Concarneau. Malheureusement, depuis les confinements, le projet n'a guère avancé, parce que nous n'avons plus de salle pour nous réunir. Il reste néanmoins tout ce que l'on peut faire sans réunir les usagers de l'hôpital dans un local fermé : distribuer des tracts sur le marché et faire signer la pétition européenne pour la suspension des brevets sur les vaccins, ou rencontrer les élus. Nous l'avons fait avec la nouvelle maire à la fin de l'été. Je n'ai pas senti une vraie volonté de sa part pour défendre l'hôpital de Douarnenez. Bien qu'elle préside son Conseil de Surveillance, j'ai l'impression qu'elle laisse faire le directeur. Ça a été le cas par exemple pour l'implantation d'Happytal. J'ai essayé aussi d'impliquer les élus de la liste citoyenne d'opposition. Mais je trouve qu'ils ne se préoccupent pas suffisamment des services publics, en particulier du service public de santé.

Dans mes activités de militant au Comité pour la défense de l'hôpital public, je retrouve des problématiques similaires à celle de l'Éducation Nationale : diminution des moyens, augmentation du pouvoir des directeurs, silence sur les problèmes, etc. Étant à la mutuelle des enseignants, la MGEN, je constate, par exemple, qu'il n'y a jamais rien sur les problèmes actuels du système médical et hospitalier dans les revues mutualistes. Comme si les manques d'effectifs et de moyens n'existaient pas, que l'on n'y pouvait rien. « There is no alternative », disait Mme Thatcher. Pourtant, je souhaite continuer à entraîner les gens dans ces luttes. Je commence à sentir le poids de l'âge, je ne sais pas pendant combien de temps je le ferai. Mais ça me donne de l'énergie d'avoir à militer et à lutter. Je crois que cela me garde en bonne santé.